

# L'eau et l'assainissement cherchent une place légitime dans l'agenda post-2015

Dossier de rédaction de H2o  
 Avril 2013

Lorsque l'Assemblée générale de l'ONU adoptait l'unanimité les Objectifs du millénaire pour le développement - OMD en 2000, l'eau et l'assainissement étaient réduits à un sous-texte et n'ont pas constitué un objectif à part entière comparativement à la réduction de la pauvreté et la faim. Aujourd'hui, alors que les Nations unies commencent le processus d'élaboration d'un nouvel ensemble d'Objectifs de développement durable - ODD, pour leur agenda post-2015, il y a une campagne visant à souligner l'importance de l'eau et de l'assainissement, afin de hisser l'eau et l'assainissement au rang d'objectif à part entière.

L'ambassadeur de Hongrie, Csaba Korosi, dont le gouvernement accueillera en octobre un sommet international sur l'eau à Budapest, la capitale, déclare: "Les objectifs de développement durable pour l'eau devraient être conçus de manière à éviter la crise imminente mondiale de l'eau." S'adressant aux journalistes, le représentant permanent de la Hongrie aux Nations unies, rappelle que si les ressources en eau sont restées pratiquement inchangées depuis près de 1 000 ans, le nombre d'utilisateurs a depuis lors augmenté d'environ 8 000 fois. Avec la production alimentaire mondiale prévue pour augmenter de 80 % d'ici à 2030, Korosi a affirmé que 2,5 milliards de personnes vivront très bientôt dans des zones de pénurie d'eau. S'adressant à la session thématique spéciale de l'Assemblée générale sur l'eau et les catastrophes, le vice-secrétaire général, Jan Eliasson, a déclaré catégoriquement: "Nous devons trouver de solution à la honte mondiale de milliers de personnes qui meurent chaque jour dans des situations d'urgence silencieuses provoquées par l'eau souillée et un mauvais assainissement."

Le thème du sommet de Budapest sur l'eau, prévu pour début octobre, sera "Le rôle de l'eau et de l'assainissement dans l'agenda mondial de développement durable". Le sommet sera précédé d'une Conférence internationale de haut niveau sur la coopération dans le domaine de l'eau, au Tadjikistan en août, et la Semaine mondiale de l'eau, parrainée par l'Institut international de l'eau de Stockholm - SIWI, en Suède en septembre, plus plusieurs autres conférences et sommets régionaux en Asie, Afrique et en Amérique latine. Ces réunions se tiennent à un moment où l'Assemblée générale a déclaré en 2013 l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau. Torgny Holmgren, directeur exécutif du SIWI, rappelle que dans une enquête sur les États membres des Nations unies dans les domaines prioritaires pour les objectifs post-2015, l'alimentation, l'eau et l'énergie constituaient "un premier trio distinct". Pour une deuxième année consécutive, a-t-il souligné, la crise d'approvisionnement en eau a été également parmi les trois principaux risques mondiaux dans l'enquête annuelle menée par le Forum économique mondial en Suisse. "Nous voyons également la façon dont les questions de l'eau sont prioritaires pour les acteurs en dehors de la communauté traditionnelle de l'eau, provenant plus particulièrement des secteurs de l'alimentation et de l'énergie", a indiqué Holmgren, un ancien

ambassadeur et directeur du département de la politique du développement au ministère suédois des Affaires étrangères. Au milieu de tout cela, a-t-il dit, d'importantes discussions et réflexions sont en cours pour développer de nouvelles ambitions qui soutiendront le mouvement vers un monde durable et désirable pour tous dans le soi-disant agenda de développement post-2015. "Je suis optimiste que la conscience retrouvée de l'importance de l'eau sera transformée en de vastes objectifs sur l'eau comme une ressource, comme un droit et comme un service", a expliqué Holmgren.

John Sauer, directeur des relations extérieures de l'ONG Water for People, estime que les Nations unies ont pris une mesure importante en faisant de l'eau et de l'assainissement un droit humain à travers une résolution (64/292) de l'Assemblée générale en 2010. Malgré cet effort, a-t-il dit, leur travail visant à assurer un service d'eau et d'assainissement durable et abordable doit évoluer et innover pour répondre à l'immensité de ce défi. "Comme l'ONU place l'attention vers l'objectif post-OMD d'une couverture universelle, le contrat devrait changer pour aller vers la fourniture des services en cours", préconise-t-il. Cela est essentiel pour éviter le grand nombre de projets qui échouent actuellement, a noté Sauer. "Cela signifie qu'il faut regarder au-delà des projets financiers, et des bénéficiaires atteints, au lieu de considérer le renforcement systématique des capacités au sein du gouvernement, de la société civile et des institutions du secteur privé. Cela signifie aussi la création de partenariats plus solides", a-t-il souligné. "Si l'ONU pouvait mieux démontrer son impact, par exemple, en utilisant des indicateurs pour montrer les capacités renforcées, ceci serait un progrès dans la bonne direction." Ensemble avec des ONG, les Nations unies doivent saisir l'occasion et accroître la transparence pour évaluer le véritable impact de leurs activités, a-t-il ajouté.

Interrogé sur le rôle des organisations internationales dans la résolution de la crise mondiale imminente de l'eau, Richard Greenly, président de l'ONG Water4, avait une opinion défavorable. Selon lui, les organisations comme les Nations unies auront toujours peu ou pas d'effet sur la crise croissante de l'eau et de l'assainissement. "Mais ce n'est pas par manque de très bonnes intentions ou de beaucoup d'efforts", a-t-il indiqué. "Le fait est que nous ne pouvons pas donner ou accorder à un autre pays la prospérité et la santé (...) Cela n'a jamais marché dans l'histoire du monde et cela ne marchera jamais dans la crise de l'eau et de l'assainissement. Tous les pays développés ont payé pour leur propre développement de l'eau en développant des entreprises dans le secteur (...) Le commerce est le moyen de sortir de la pauvreté et même si l'ONU est bien intentionnée, le développement durable de l'eau doit être mis dans les mains des citoyens locaux pour résoudre leurs propres problèmes d'eau."

Thalif Deen, IPS - AllAfrica 28-03-2013